



Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO

Jeudi 8 octobre 2020

Monsieur Le Directeur des Services de L'Education Nationale,
Mesdames et Messieurs les membres du Comité Technique Spécial
Départemental,

Un mois après cette rentrée de tous les dangers, force est de constater que nos conditions de travail se sont encore dégradées.

Concernant la situation sanitaire, le Ministre s'est en effet exonéré de ses responsabilités en les renvoyant au plus petit échelon local. Allégé ou non, ce protocole reste un simulacre de prise en compte de notre santé permettant au Ministère de se dispenser de la mise en place d'une réelle protection des personnels. On pense évidemment à l'état de délabrement de la médecine de prévention ou la parodie des masques fournis par l'Education nationale. Et à l'heure où il aurait fallu prévoir des moyens en termes de locaux, de postes, d'heures de cours, RIEN n'a été anticipé, aucun moyen supplémentaire n'a été dégagé! Aussi, à la fatigue de la gestion de classes parfois difficiles conjuguée à la mise en place d'iniques réformes, s'ajoutent les tensions voire les conflits perpétuels avec des élèves de lycée parfois réfractaires au port du masque. Notre pédagogie se focalise désormais plus sur les gestes barrière que sur notre discipline!

De plus, ce gouvernement exploite la situation pour remettre en cause de nombreux droits démocratiques. Il manifeste sa volonté d'empêcher les mouvements sociaux d'exister et il criminalise l'action syndicale- en témoigne, entre autres, le récent rapport d'Amnesty international. Concrètement, la répression existe dans notre académie où le Rectorat de Bordeaux a adressé des courriers de menaces de sanctions contre neuf collègues de Gironde pour avoir participé à des rassemblements devant des lycées lors de manifestations intersyndicales et interprofessionnelles. Nous soutenons aussi nos collègues de Melle- dont certains ont été suspendus plus de six mois et qui sont convoqués prochainement à des CAPA disciplinaires...pour avoir simplement participé à des manifestations contre les réformes des retraites et du bac.

Outre cette répression, la défiance de notre Institution vis-à-vis de ses professeurs est de plus en plus marquée. Nous exprimons notre indignation par rapport aux récentes évaluations nationales et au questionnaire complémentaire à remplir par les élèves qui est une enquête-pour ne pas dire un «flicage»- sur le travail accompli par les professeurs durant le confinement! Et nous dénonçons ces évaluations car les enseignants ne peuvent tolérer d'être relégués au simple rôle d'exécutants- surtout si l'on considère que le contenu de ces mêmes évaluations n'est approprié ni aux élèves, ni à leurs besoins.

Concernant les lycées de l'enseignement général et technologique, la rentrée a achevé de convaincre ceux qui doutaient encore du lien entre l'austérité budgétaire, et la réforme du lycée qui remplit les classes à 35- voire plus- et qui dans les faits réduit l'offre de formation et les volumes d'enseignement, tout en diluant les disciplines et en transformant le bac en un diplôme «maison». La FNEC FP FO réclame toujours son abrogation et le rétablissement des épreuves nationales, terminales et anonymes.

Ces dégâts sont amplifiés par l'augmentation des heures supplémentaires au détriment des heures-poste. Et augmenter les heures supplémentaires au prétexte d'augmenter les salaires, alors que le point d'indice, lui, n'augmente pas, n'est pas une solution.

De plus, dans notre département rural où la mobilité peut s'avérer très compliquée, les collègues vont de plus en plus voir leurs conditions de travail dégradées avec la multiplication des compléments de service.

Concernant les élèves d'Ulis et d'UPE2A, nous demandons encore que ces élèves soient comptés dans les effectifs des classes des établissements. Car inclure ces élèves à besoins particuliers dans des classes chargées qui parfois sont à 30 élèves ou plus, et parfois sans ASH... relève de la maltraitance de la part de l'institution.

Nous souhaitons par ailleurs le recrutement en nombre de personnels AESH en leur accordant un vrai statut et un vrai salaire.

Pour ce qui est des SEGPA, notre département compte plus d'élèves sans moyens supplémentaires. Et certains professeurs assument la fonction de professeur principal sans toucher l'indemnité accordée aux collègues du second degré. On compte sur leur conscience professionnelle, une fois de plus, ce qui est honteux.

Dans nos lycées professionnels, l'ombre de l'apprentissage se fait de plus en plus menaçante.

On saborde notre lycée professionnel, lycée de la République, en faisant entrer de plus en plus les apprentis dans nos classes.

Décréter qu'un adolescent sera mieux en train de travailler plutôt qu'en train d'acquérir un socle de connaissances capables de former son esprit critique et d'en faire un citoyen éclairé, contrevient radicalement à notre rôle d'enseignant. Être conscient qu'un adolescent a encore le temps d'être confronté au monde du travail et que ce n'est pas parce qu'il rencontre des difficultés scolaires qu'on doit le voler à l'école et le priver d'ouvertures culturelles dont il n'aura peut-être plus l'opportunité, là est notre rôle d'adultes soucieux de l'évolution de notre jeunesse.

L' école ne doit être ni l'anti-chambre de la caserne ni le parvis de l'usine, mais un lieu de savoir et de connaissances.

Quant aux professeurs, eux doivent se débrouiller avec ce mélange d'élèves et de salariés dans une même classe, avec ces apprentis qui sont en entreprise la moitié du temps, ce qui induit une progression et une pédagogie qu'il faut adapter aux deux publics quand ces apprentis reviennent en cours. Mais que nous demande-t-on au juste?! De faire garderie?!!

Que devient notre École publique? Que deviennent ses valeurs fondamentales qui tendent vers la mercantilisation? Qu'allons-nous devenir, nous, professeurs, épuisés par le manque de reconnaissance, de respect, d'écoute, par des réformes qui surviennent sans que le bilan des précédentes ait été fait? Nous sommes ulcérés par le cynisme et la froideur de cette Institution, par les incessantes prescriptions ministérielles, par ce ministre qui fait montre d'un volontarisme sans limites. Cette Institution nie les efforts de la communauté éducative qui s'attache à rendre possible l'avenir des enfants, et elle manifeste une pugnacité certaine dans la casse du service dont elle a la charge.

D'ailleurs le mal-être augmente et les vocations s'usent. Les plus passionnés par leur métier sont les plus déçus, les plus fragilisés par ce système qu'ils ont souhaité intégrer pour transmettre, pour

partager...et qui ne trouvent plus de cohérence dans leur mission à cause du manque de moyens, de la fatigue imposée, et de réformes pour lesquelles ils ne sont ni écoutés ni consultés. On pense évidemment à ces collègues qui en sont parfois arrivés à des extrémités. A cause d'un système qui broie ses professeurs- même les plus endurants.

Mais nous ne céderons pas à la résignation, laquelle reste la meilleure alliée de ce gouvernement pour la mise en œuvre de ses réformes. Nous affirmons au contraire notre détermination à combattre réformes iniques, répression, casse de notre statut et de l'Ecole de la République. Et c'est dans cette volonté de réaction que la FNEC FP FO, avec d'autres organisations syndicales, appellent à se mettre en grève et à venir manifester, le 12 octobre, devant le Rectorat de Poitiers, afin de dénoncer les décisions arbitraires actuelles et peut-être à venir qui touchent nos collègues.

Et je terminerai par une citation de Steinbeck :

« La répression n'a pour effet que d'affermir la volonté de lutte de ceux contre qui elle s'exerce et de cimenter leur solidarité ».

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO

Eric Lafond

Laetitia Calbet